

MONDE EN COURS

Antoine Delestre
Clara Lévy

L'esprit du totalitarisme



DE MUSSOLINI
À DAESH

■ *l'aube*

L'ESPRIT DU TOTALITARISME

La collection *Monde en cours*
est dirigée par Jean Viard

Cet ouvrage a été publié avec le concours
de l'université Paris-8
(Laboratoire UMR 7217 CRESPPA)

© Éditions de l'Aube, 2016
www.editionsdelaube.com

ISBN 978-2-8159-1325-6

Antoine Delestre
Clara Lévy

L'esprit du totalitarisme

éditions de l'aube

À Antoine.

À notre père.

Avant-propos

La publication d'un ouvrage, quel qu'il soit, constitue toujours une étape majeure pour un auteur. Mais celle de *L'Esprit du totalitarisme* revêt une importance toute particulière et un sens très spécifique, pour de multiples raisons. La première d'entre elles renvoie au fait que l'un des deux auteurs, Antoine Delestre, est aujourd'hui décédé. Il a travaillé sur ce texte jusqu'à sa disparition, habité par la question des totalitarismes à une époque où l'actualité nous renvoie de façon aiguë à ses enjeux. Il ne pourra malheureusement pas se réjouir de cette publication, qu'il attendait avec tant d'impatience. À l'origine directe de cet ouvrage, il avait déjà publié, avec Clara Lévy, *Penser les totalitarismes* en 2010. Il avait nourri le projet d'une enquête sur les totalitarismes – dans une perspective à la fois universitaire, militante et citoyenne – pendant toute sa carrière. Il avait amassé une documentation minutieuse et très riche au fil des années, et cela a donc finalement abouti au livre paru aux éditions de l'Aube en 2010.

Il souhaitait avant tout que ce texte puisse être largement lu et partagé avec les nouvelles générations dans un souci constant de transmission de l'Histoire. *Penser les totalitarismes* avait été conçu d'emblée comme un texte au croisement du texte scientifique rigoureux (il s'appuie sur une bibliographie riche et abondante, à la fois pour les situations politico-historiques présentées et pour l'histoire du concept même de « totalitarisme » qui était restituée dans tous ses méandres) et du texte de vulgarisation, au sens le plus noble de ce terme. Chacun peut ainsi y trouver les clés pour décoder les formes nombreuses et diversifiées des totalitarismes dans notre monde contemporain. Mais l'épaisseur et la densité

de ce texte ont manifestement constitué des obstacles pour qu'il atteigne totalement la cible à laquelle il était prioritairement destiné : un lectorat intéressé par cette thématique mais pas forcément familier de la recherche en sciences sociales.

Lorsque, au début de janvier 2015, ont eu lieu les attentats de *Charlie Hebdo* et de l'Hyper Cacher, la sidération, l'abattement et la colère ont très vite laissé la place, chez Antoine Delestre, à la volonté de réagir, de riposter et de rendre possible une prise de conscience collective. Il a rapidement proposé aux éditions de l'Aube de retravailler l'ouvrage précédent pour une version réactualisée plus courte, plus percutante, plus accessible aussi. On pourra donc retrouver dans *L'Esprit du totalitarisme* plusieurs pages de *Penser les totalitarisme* et la même ligne argumentative. Néanmoins, le texte a été très sensiblement raccourci et la réflexion théorique a été allégée et ne constitue plus, dans la mesure du possible, qu'un arrière-plan. Par ailleurs, sont présentés et analysés des événements qui se sont produits, dans le contexte national et international, entre la parution de l'ouvrage précédent et les premiers mois de 2015 (en particulier, donc, les attentats de Paris en janvier 2015), puisque, malheureusement, la pensée et la réflexion sur les totalitarismes restent, plus que jamais, d'actualité.

Depuis que nous avons remis, au printemps 2015, notre manuscrit à nos éditeurs, les exactions dues aux totalitarismes ont continué. Notre texte paraît après des événements qui auraient pu y figurer, comme les attentats de Paris de novembre 2015 ou ceux de Bruxelles de mars 2016...

Puisse cet ouvrage contribuer à éclairer, un peu, les esprits de ceux qui veulent comprendre les ressorts des totalitarismes et à guider, au mieux, les actions de ceux qui cherchent à lutter contre.

Marianne Calvayrac-Delestre et Clara Lévy.

Introduction

Un concept ayant une histoire

Il n'y a pas eu de pensée du totalitarisme, comme il a existé une pensée du capitalisme, une pensée de la démocratie, une pensée de la dictature. Il n'y a aujourd'hui aucune unanimité, aucun accord sur ce qu'est le totalitarisme. Il s'agit donc à la fois d'un concept « repère » et d'une notion chargée de passion. Survenu hors de toute prévision, ce terme est le fruit d'un processus historique issu de la Première Guerre mondiale dont nous allons tenter de rendre compte dans les pages qui suivent. Ceci explique, en partie, qu'il soit banalisé, se galvaude et qu'on ne sache ce qu'il recouvre exactement. Il est « usé avant même d'avoir pris sens », dit Claude Lefort¹.

Pourtant ce mot a une histoire. Il ne surgit pas *ex nihilo*. Il émerge au moment où le xx^e siècle commence à découvrir la fragilité de l'humanité, de la démocratie, de la prospérité, de la paix, c'est-à-dire le fait « que les conventions, les codes moraux [peuvent] être brisés en éclats par la sauvagerie² ». Ce n'est pas fortuitement que le xx^e siècle sera celui des totalitarismes.

Si à sa naissance le terme « totalitaire » se voulait élogieux, quinze ans plus tard (c'est-à-dire quand les signaux totalitaires des régimes fascistes et nazis devinrent évidents) le mode de gouvernement totalitaire sera quasi unanimement condamné par les démocraties occidentales. En revanche, dans les milieux fascistes, la notion de totalitarisme garda son sens positif : celui d'un nouvel état de choses à instaurer.

Nous n'allons pas refaire ici l'histoire de la révolution soviétique d'où émergera le totalitarisme stalinien ; tel n'est pas notre

propos. C'est à partir de 1933 qu'en URSS, « le paradis socialiste » où le Parti communiste est maître, l'idée de totalitarisme commence en effet à se diffuser parmi les opposants de gauche du stalinisme, les dits « fractionnistes ».

En France, le philosophe Élie Halévy, ami de Raymond Aron, fut l'un des premiers à rapprocher le fascisme et le communisme dans des conférences prononcées en 1936 et qui furent publiées en 1938 sous le titre *L'Ère des tyrannies*. Il y évoquait le « gouvernement d'un pays par une secte armée et animée par une foi commune ». Marcel Mauss et Raymond Aron (alors socialistes) soutinrent à cette occasion pour l'essentiel le point de vue de leur ami. Aron affirmait : « Sans aucun doute, il y a entre tous les régimes totalitaires des points communs ; le fait même qu'ils sont totalitaires et tyranniques implique certaines analogies³. »

En l'espace d'une quinzaine d'années, cette notion dont le sens est encore limité va pénétrer tous les courants de pensée. Mais avant la Seconde Guerre mondiale, il n'y a pas encore véritablement de théorie ou de comparaison systématique des régimes totalitaires. C'est en tout cas en 1940 que le totalitarisme devint un concept idéologico-politique pour désigner ce que combattaient les démocraties occidentales. Mais les intellectuels américains (et les autres) évitaient d'appliquer le terme au régime soviétique pour accabler exclusivement les adversaires fascistes. Il fallait à tout prix préserver l'allié Staline. Quitte à s'allier à n'importe quel prix à ce chef d'État promettant certes le paradis sur terre mais qui se révélera être un totalitaire absolu et dévastateur pour son peuple et le monde entier.

Au même moment, les penseurs se préoccupèrent d'approfondir le concept dans ses liens avec des régimes politiques particuliers (fasciste, nazi ou soviétique), en particulier sous l'impulsion des intellectuels allemands qui avaient émigré aux États-Unis, et notamment de Hannah Arendt (1941)⁴. C'est elle qui a eu l'intuition de cette parenté entre régimes fasciste, nazi et soviétique. Elle ne s'est pas expliquée sur le choix du terme « totalitarisme », mais elle a apporté, en tant que philosophe, une définition du concept dans son célèbre livre *Les Origines du totalitarisme* (1951). Son

livre ne traite pas véritablement des « origines » du totalitarisme, comme le suggère le titre, mais rend compte historiquement des éléments qui se sont cristallisés dans le totalitarisme. Hannah Arendt a surtout voulu mettre en évidence, à travers certains concepts fondamentaux, la structure élémentaire du totalitarisme. Ces concepts permettent de dégager un véritable type-idéal (plutôt que l'essence) du phénomène que nous reprendrons en grande partie. C'est avec Arendt (dont les analyses reçurent initialement peu d'échos) que cette notion est devenue malgré tout un concept incontournable de la sociologie politique.

En mars 1953, deux ans après la publication du livre d'Hannah Arendt, se tint un colloque universitaire consacré au « totalitarisme » qui sera suivi par d'autres. C'est le politologue américain Carl Joachim Friedrich qui le préside. Il intéresse plus la gauche que la droite intellectuelle et se situe délibérément en dehors de l'anticommunisme hystérique du moment. Hannah Arendt y assiste. Tous les participants sont d'accord pour admettre l'extension du concept de totalitarisme à l'Union soviétique. Carl Friedrich y affirme que « les sociétés totalitaires » sont « fondamentalement comparables (1953)⁵ » ; elles sont aussi « chacune historiquement uniques », « spécifiques », singulières.

Trois expériences historiques nées de la Première Guerre mondiale (qui fut rétrospectivement comme le laboratoire des violences totalitaires) sont donc à l'origine du concept de totalitarisme : le fascisme italien (1922-1945), le national-socialisme allemand (1933-1945) et le stalinisme russe (entre les années 1920 et le milieu des années 1950).

À force d'être instrumentalisé par le maccarthysme aux États-Unis dans les années 1950, le concept de totalitarisme fut désavoué par la recherche empirique des sciences sociales plus préoccupée par la notion de classe sociale. Cela a en effet durablement discrédité ce concept qui a pu passer pour mort-né. Hannah Arendt souligna d'ailleurs, dans un article sur les « ex-communistes », tous les dangers qu'il y a à brandir la démocratie comme une cause idéologique et à combattre le totalitarisme en adoptant les méthodes de l'adversaire⁶. Certains n'ont donc

vu dans le totalitarisme qu'un simple slogan destiné à justifier la « guerre froide ». Les partisans de l'Alliance atlantique (traité de défense américano-européenne de 1949) devinrent, sous la plume des progressistes, de nouveaux collaborateurs. Les Américains n'inspirent que « mépris et horreur » (Sartre) à la gauche.

Les seuls marxistes à essayer de penser le totalitarisme, pendant la « guerre froide », furent des déviants, des dissidents, dont Herbert Marcuse (freudo-marxiste) aux États-Unis, l'un des seuls à utiliser la notion de totalitarisme et à la vulgariser, d'ailleurs d'une manière univoque – elle est pour lui synonyme d'antifascisme – au sein de la *New Left*. Il considère que le capitalisme des Trente Glorieuses est inégalitaire et totalitaire. Totalitarisme et capitalisme ne sont pas, pour lui, des termes contradictoires, car le capitalisme est un système qui règle la totalité des relations sociales. Et il va jusqu'à laisser entendre que toute organisation (et donc pas seulement l'État) serait (potentiellement) totalitaire. D'où des quiproquos qui seront savamment entretenus.

Ce fut également le cas des philosophes marxistes Claude Lefort et Cornelius Castoriadis. Mais eux ne se contentent pas de critiquer le capitalisme. Ils ont vite compris que la nature du régime soviétique n'était pas celle que la gauche accreditait. Ils examinent, dès 1946, sans complaisance la réalité des pays de l'Est, dévoilent « les passions mensongères et les illusions » et analysent l'URSS comme une nouvelle forme de société d'exploitation, un « capitalisme bureaucratique », où une nouvelle classe (la bureaucratie) non seulement dirige de manière totalitaire la société, mais aussi exploite le prolétariat. Ils veulent repenser de fond en comble la catégorie du « socialisme ». Le socialisme leur apparaît comme inséparable des camps de concentration, de l'exploitation sociale la plus intense, de la dictature la plus active, « du crétinisme le plus étendu⁷ ». Ils quitteront le Parti communiste internationaliste en 1948, pour fonder le groupe et la revue iconoclaste (mais confidentielle) *Socialisme ou Barbarie* (1948-1965). La revue veut briser la conspiration du silence autour de

l'URSS. Elle commencera à attirer un nombre croissant d'intellectuels et de militants révolutionnaires lassés de la langue de bois communiste et trotskiste.

En focalisant l'attention sur une atrocité exceptionnelle (le génocide des juifs), le « spectre de la bête immonde » a empêché de voir d'autres drames du même ordre dans la sphère communiste. Comment pouvait-on en effet « imaginer que ceux qui avaient par leur victoire contribué à détruire un système génocidaire aient pu, eux aussi, pratiquer ces méthodes ? Le réflexe le plus répandu fut le refus d'envisager un tel paradoxe⁸. »

Et pourtant, dès 1949, les révélations faites au Conseil économique et social en France sur le nombre de détenus dans les camps avaient permis qu'elles soient répandues dans l'opinion publique. David Rousset, déporté à Buchenwald, auteur de *L'Univers concentrationnaire* (prix Renaudot 1946), osa lancer cette année-là (le 12 novembre 1949) un appel aux anciens déportés publié dans un journal considéré comme dangereusement de droite : *Le Figaro littéraire* (le 25 février 1950). Il voulait constituer une commission d'enquête sur les camps soviétiques. Si trente-trois anciens déportés acceptèrent d'en faire partie, la plupart des intellectuels de gauche désapprouvèrent même son initiative⁹. Cette Commission internationale, dont il sera le président, fut tout de même créée en 1951, avec entre autres le soutien de Germaine Tillion (ethnographe, ancienne déportée¹⁰), qui enquêtera en 1954 sur la répression en Algérie et dénoncera ensuite la torture. Cette Commission publiera un livre blanc sur les camps soviétiques où tout était déjà dit et défini.

Il faudra ensuite attendre le « Rapport secret » de Khrouchtchev en 1956 dénonçant les crimes de Staline pour que les uns et les autres admettent enfin la réalité du totalitarisme soviétique. Le bourreau communiste de l'Ukraine aura mis vingt ans avant d'oser parler et d'agir. Longtemps interdit de publication en URSS, ce rapport paraît seulement en Occident dans la presse « bourgeoise ». Il ne deviendra officiel qu'en 1961 à l'occasion du XXII^e congrès du Parti. La voix qui dénonce les crimes

« logiques » de Staline ne vient plus de l'Occident, mais cette fois-ci du Kremlin à Moscou. Il serait intéressant de connaître les raisons profondes qui ont amené Khrouchtchev (chef bourreau), intime et « chouchou » de Staline, premier secrétaire du Parti en Ukraine, à ébaucher cet aveu. On sait tout de même que cela lui permit, entre autres, d'accuser ses rivaux de rester staliniens. On sait surtout que le nouveau directoire est en réalité un groupe d'adversaires et qu'il y a une lutte à mort entre eux pour le pouvoir. Ce discours de Khrouchtchev eut le mérite de commencer à fracturer le système communiste mondial et à ébranler le monde intellectuel français (comment la foi dans la dimension progressiste et humaniste du communisme avait-elle pu conduire à de tels crimes?) et surtout effraya les communistes français qui tentèrent de taire cette « vérité explosive ». Ce « dérapage » dénonçant la figure charismatique de Staline et ses crimes aurait pu « déchirer la logique communiste » et mener le système communiste à sa perte. Il n'en fut rien. Le pouvoir communiste maintint une dénégation entière. Le dégel khrouchtchévien mit cependant fin au calvaire de bien des détenus, sans pour autant leur donner la possibilité de témoigner. Et ce rapport constitua malgré tout un tournant dans la politique intérieure faisant passer le pays d'une politique de terreur permanente à un régime moins totalitaire ou, comme dirait Stéphane Courtois, à un « totalitarisme de basse intensité ». Plus rien ne fut comme avant. Il porta un coup fatal au caractère sacré de la croyance au « grand soir ». Cela n'empêchera pas Khrouchtchev d'envoyer en 1956 les chars soviétiques à Budapest pour écraser dans le sang la révolte des Hongrois qui ne voulaient plus du pacte de Varsovie et donc faire allégeance à Moscou. Il nargue ensuite Kennedy avec ses missiles (qui peuvent atteindre les États-Unis) à Cuba (1962) pour soutenir Castro. On est tout près d'une nouvelle guerre (atomique), le monde est au bord du gouffre.

À ce moment-là (1950-1960), le terme « totalitarisme » indique alors à la fois un fait (les régimes totalitaires en tant que réalités historiques), un concept (l'État totalitaire comme forme de pouvoir nouvelle et inclassable à l'intérieur des typologies

élaborées par la pensée politique classique) et une théorie (un modèle de domination établi par l'analyse comparative des régimes totalitaires).

Et puis la préoccupation totalitaire s'éclipse pendant près de quinze ans car, dans la plupart des pays, dans lesquels elle avait été considérée comme importante, elle fait désormais figure de reliquat idéologique de la « guerre froide ». Vu d'Afrique ou d'Amérique latine, l'antitotalitarisme occidental n'apparaissait pas comme un combat en défense de la liberté, mais bien plutôt comme un prétexte pour légitimer un ordre impérialiste et colonial. L'antitotalitarisme est perçu de plus en plus en effet, à partir des années 1960, comme une forme de propagande idéologique de la politique étrangère américaine. Sartre écrivait en 1953 dans *Libération*, le 22 juin : « Attention, l'Amérique a la rage. Tranchons tous les liens qui nous rattachent à elle, sinon nous serons à notre tour mordus et enragés. » Et Raymond Aron affirmait de son côté : « Depuis la défaite des fascismes, la plupart des intellectuels de la Révolte et tous ceux de la Révolution témoignent d'un conformisme irréprochable¹¹. »

Pour l'URSS, « La Mecque du communisme », le lieu « de l'espérance radicale », et ses nombreux amis, « le monde du capital, c'est le monde de l'absence de droits », « c'est le royaume de l'arbitraire, [...] de l'oppression ». La vie en Occident ne saurait donc être qu'un enfer pour l'honnête travailleur¹². Le lien généalogique indissoluble entre le « libéral » et le « totalitaire » est aussi une évidence pour des intellectuels de gauche non communistes tel Michel Foucault (qui a été furtivement communiste). La France dite républicaine, démocratique, libérale, est à ses yeux policière et totalitaire parce qu'elle enferme (comme si tout cela était équivalent) dans les écoles, les hôpitaux, les prisons. Il faut donc aussi organiser la lutte contre « le goulag occidental ». Le totalitaire s'avance à peine masqué sous le masque démocratique. Pour lui, l'élément totalitaire est tout simplement constitutif du pouvoir moderne et l'Union soviétique ne fait que punir selon les méthodes de l'ordre bourgeois d'il y a deux siècles, en les aggravant et en les portant au pire. Elle n'a rien inventé. Le contexte